



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU MERCREDI 20 MAI 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quinze le vingt mai à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Claude PIANETTI, Vice-Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:
Attribution d'une subvention à l'association AVAF pour l'action logements d'urgence pour victimes de violences conjugales

PRÉSENTS :

Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Laure REIG, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, David SONNEVILLE, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Olivier AUDIBERT-TROIN pouvoir à Claude PIANETTI, Nicole FANELLI pouvoir à Serge BALDECCHI, Yves BACQUET pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Stéphan CERET pouvoir à Alain VIGIER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Sylvie FRANCIN pouvoir à Sophie DUFOUR, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à David SONNEVILLE, Christine NICCOLETTI pouvoir à Grégory LOEW, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Régis ROUX pouvoir à Michèle PELASSY, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Franck AMBROSINO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : 23 mai 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 23 mai 2015

Les délibérations n°2006.042 en date du 29 juin 2006 et n°2008-118 en date du 17 décembre 2008, ont validé respectivement, l'intérêt communautaire dans la compétence Politique de la Ville de certains dispositifs locaux de prévention de la délinquance et la création du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD). Les acteurs locaux de la sécurité et de la prévention (élus, polices municipales, services jeunesse, parquet, police nationale, gendarmerie, services sociaux, etc.) reconnaissent qu'une politique de sécurité et de prévention s'articule autour d'actions de prévention primaire (actions sociales, actions Jeunesse, médiation sociale), de prévention éducative (travail d'intérêt général, réparations pénales, rappels à l'ordre), de prévention situationnelle (police, vidéoprotection) et d'aide aux victimes. Ainsi, une réflexion a été engagée pour répondre à la problématique d'accueil et d'hébergement des victimes de violences conjugales sur le territoire de la Dracénie

Dans le cadre pénal, le protocole du parquet de Draguignan détermine les modalités de suivi des auteurs de violences conjugales et de protection des victimes. Cependant, si l'éloignement du conjoint violent est une priorité de la loi de 2010, l'hébergement reste, dans de nombreuses situations, une préoccupation des travailleurs sociaux en charge des victimes et de leurs enfants. Le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) ne permet pas toujours d'obtenir la solution la plus adaptée à la situation de la famille. Ainsi en 2012, dans l'axe de la prévention sociale, un hébergement d'urgence géré par l'association varoise d'accueil familial (AVAF) à Draguignan a été mis en place. En 2014, la commune des Arcs-sur-Argens a souhaité contribuer en mettant à disposition un logement communal rénové et équipé. Afin de garantir les bonnes conditions de prise en charge des publics dans les deux logements, les modalités de travail et de financement entre la CAD, le conseil départemental, la commune des Arcs-sur-Argens et l'AVAF ont été formalisées dans une convention (délibération C-2014-126 du 26 juin 2014). En 24 mois, 14 femmes victimes et 10 enfants ont été mis à l'abri et bénéficié de l'accompagnement.

Le budget 2015 s'élève à 16 300 € dont 50% sont affectés aux charges de personnel (éducateurs spécialisés, travailleurs sociaux, personnel administratif, chef de service), 28 % à la location du logement de Draguignan, 22% concernant les achats de fournitures (de première nécessité pour les victimes en rupture de logement).

Plan de financement 2015 :

	Total	Participation des usagers	Aides Emploi	CAD	ETAT
2015	16 300 €	1 000 €	800 €	10 000 €	4 500 €

En conséquence, au vu de l'avis de la Commission Politique de la Ville et Cohésion Sociale en date du 13 mai 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- accorder une subvention de dix mille euros (10 000 €) à l'association varoise d'accueil familial (AVAF) sise 21 rue Mirabeau à Toulon, pour l'action « Logements d'urgence pour les victimes de violences conjugales ».
- autoriser le président à solliciter toute aide financière relative à l'exécution de la présente délibération.

La subvention sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2015, au chapitre 65, nature 6574.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 60 voix pour
2 abstention(s) :
Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le mercredi 20 mai 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.